



Panorama de la situation relative au Covid-19 en Europe

Que pouvons-nous apprendre de la réponse politique à la crise du Covid-19 ?

Comme c'est probablement le cas pour beaucoup d'entre nous, ce dernier week-end a été passé à réfléchir, presque sans cesse, à la situation sans précédent à laquelle nous sommes confrontés : ce qui aurait pu ou pourrait encore être fait différemment, ainsi qu'aux leçons à tirer pour l'avenir, avec un regard particulier sur l'Europe. Si l'ampleur de cette crise est encore incertaine, nous pouvons d'ores et déjà supposer qu'elle marquera 2020, la décennie et peut-être même le siècle. Pour ce qui est de la réponse politique et des implications, nous devons reconnaître que nous ne connaissons pas encore le fin mot de l'histoire.

Des questions fondamentales restent sans réponse : combien de personnes souffriront du virus, et quelles seront les implications sociales, économiques et politiques ?

Bien que nous puissions émettre des hypothèses sur les réponses à ces questions, à ce stade, la vérité est que nous n'en savons rien, pour plusieurs raisons :

- la première dépend de trois facteurs principaux : la propagation géographique du virus, le nombre de personnes qui seront infectées et, parmi celles-ci, le nombre de décès. Nous savons que la propagation est désormais mondiale, ce qui a conduit l'OMS à déclarer le 11 mars, le Covid-19 comme étant une pandémie
- sur la seconde, les avis des experts divergent, mais il semble qu'une proportion très importante de la population sera infectée, très probablement la majorité. Le Covid-19 étant désormais un phénomène mondial, cela se traduirait par des milliards de personnes infectées. Cela met certainement en perspective les chiffres actuels de 416 916 cas confirmés au 25 mars !

Les données disponibles suggèrent que le Covid-19 est une maladie bénigne dans la majorité des cas, et grave pour une minorité de personnes, notamment les personnes âgées ou celles atteintes de certaines maladies chroniques, imposant des charges considérables aux systèmes de santé et - tragiquement - certains décès également.

La réaction de l'Europe a été jusqu'à présent décevante à plusieurs niveaux

Ce que nous pouvons dire, indépendamment de nos connaissances à l'heure actuelle, c'est que certains aspects de la réponse politique de l'Union européenne ont été décevants jusqu'à présent. Les institutions européennes semblent avoir été prises par surprise et leur manque de réactivité a rendu la compétence limitée de l'UE en matière de politique de santé en temps d'urgence tristement tangible pour tous. La prise de conscience de la nécessité d'un mécanisme coordonné de gestion des crises sanitaires s'est également accrue.

Malheureusement, l'UE a également manqué l'occasion d'agir là où elle aurait pu le faire, par exemple par la coordination des États membres au niveau du Conseil et l'échange des meilleures

pratiques. La Commission européenne aurait pu profiter de cette période exceptionnelle pour exprimer sa solidarité avec les pays les plus touchés et faire ainsi sentir sa présence aux Européens. Et, bien sûr, la Banque centrale européenne n'a pas été à la hauteur des attentes en matière de réduction des taux d'intérêt alors que la zone euro se dirige vers la récession.

D'importantes leçons seront tirées et conditionneront les futures activités politiques

Sur une note plus optimiste, dans les mois à venir, nous tirerons de précieuses leçons sur la manière dont les futures pandémies mondiales peuvent être atténuées. Cela nous permettra d'être plus forts. Il y a également certaines considérations sur lesquelles nous devrions commencer à réfléchir afin d'informer et de façonner positivement les futures activités politiques.

L'absence d'une réponse véritablement unifiée de la part de l'UE, une fois que le Covid-19 est apparu au cœur économique de l'une de ses nations fondatrices, a été évidente pour tous. Nous savons qu'il y aura inévitablement d'autres épidémies et pandémies et nous devons veiller à ce que, la prochaine fois, l'Europe soit équipée pour mener une réponse sanitaire coordonnée et que des investissements adéquats soient réalisés pour mettre en place un système de réponse aux épidémies au niveau de l'UE. Nous aurions déjà dû être avertis lors de précédentes épidémies et pandémies telles que le SRAS, la grippe porcine et aviaire et même le virus Ébola, mais nous savons maintenant que cela ne peut plus attendre.

Une autre leçon évidente devrait être que l'éducation des citoyens à la santé est un élément essentiel pour obtenir des résultats satisfaisants dans le domaine de la santé. Le Covid-19 a déjà clairement montré pourquoi nous avons tous le devoir d'adopter un comportement responsable pour le bien commun. L'éducation à la santé est un challenge qui peut être relevé grâce à de vastes collaborations multipartites au niveau européen et national, notamment avec les décideurs politiques, les communautés médicales et scientifiques, les organisations de patients/citoyens, les médias et les entreprises.

Un dernier enseignement devrait porter sur la question d'une possible réforme structurelle des systèmes de santé afin de pouvoir faire face à ces crises sanitaires uniques en leur genre. Il est désormais clair que la plupart des systèmes de santé ne sont pas préparés à faire face à l'ampleur d'une pandémie telle que le Covid-19. Nous devrions faire le point sur cette expérience, dans les prochains mois afin d'engager un débat constructif sur la dotation d'un niveau résiduel de préparation pour nos systèmes de santé', , sur la place centrale de la santé dans nos vies et sur nos actions pour mieux coordonner les futures réponses au niveau européen.

Francesca Scassellati Sforzolini
Directrice Générale de Incisive Health
www.incisivehealth.com

La France accroît les mesures restrictives pour faire face à la crise

L'épidémie continue d'inquiéter

- le nombre de cas en France augmente de 50 % chaque jour. Au 26 mars, la France compte 25 233 cas et 1 331 décès.
- des cas jeunes graves ont été recensés. La prise antérieure d'anti-inflammatoire a été identifiée comme étant une cause probable de ces décompensations. Une doctrine sur la prise en charge du Covid-19 en ville a été rédigée. Elle est disponible [ici](#).
- d'après Santé publique France, les premiers effets du confinement ne se feront pas sentir avant 2 à 4 semaines. Le Conseil d'Etat préconise un confinement sur 6 semaines, soit jusqu'au 27 avril
- la réserve sanitaire a été mobilisée. Un décret précise le dispositif de mobilisation de cette réserve.
- des infox commencent à circuler sur les réseaux sociaux. Ces dernières ont fait l'objet d'un démenti par le ministère des Solidarités et de la Santé.

Les mesures prises pour palier l'impact sanitaire et économique

Les mesures de protection des soignants par le ministère des Solidarités et de la Santé et l'Assurance maladie :

- les services d'urgence sont saturés. 1000 cas de réanimations et 4616 hospitalisations sont recensés au 19 mars 2020
- les pénuries de masques ont nécessité une action de l'État pour réguler la distribution entre les différents professionnels de santé ; cette distribution limite le nombre de masque par professionnel de santé
- l'augmentation des prix des gels hydro-alcooliques a nécessité un décret encadrant les prix de vente
- la traçabilité des masques est assurée par les pharmaciens d'officine qui mettent à jour un registre tenu par l'Assurance maladie
- des entreprises comme LVMH ont ou des laboratoires de galénique de facultés de pharmacie comme à Angers mettent à profit leurs ressources pour fabriquer du gel hydro-alcoolique.

Déploiement de la télémédecine et du télésuivi par le ministère des Solidarités et de la Santé et l'Assurance maladie :

- le 19 mars 2020 le ministère des Solidarités et de la Santé a recensé l'ensemble des plateformes de télémédecines sur le territoire pour en organiser le déploiement et faciliter leur mise en contact avec les professionnels de santé libéraux
- les demandes de téléconsultations sur les plateformes de service sont en forte hausse
- la Haute Autorité de santé a donné un avis favorable au remboursement des actes de télésuivi dès lors que le diagnostic est posé et que le médecin a prescrit cet acte.

Mise en place du confinement par le Président de la République, le Premier ministre et le ministère de l'Intérieur :

- la France a adopté le 16 mars des mesures de confinement strictes
- se rendre sur son lieu de travail, faire des achats de première nécessité, se rendre auprès d'un professionnel de santé, se déplacer pour la garde de ses enfants et faire de l'exercice physique à titre individuel autour du domicile sont les seuls déplacements autorisés
- pour se déplacer, il est obligatoire d'être en possession d'une attestation individuelle. Pour le travail, une attestation de l'employeur est obligatoire
- tout manquement à ces règles est passible d'une amende pouvant atteindre 3 750 €.

Disposition de soutien à l'économie du pays annoncé par le Président de la République et le ministère de l'Économie

Afin de soutenir l'économie du pays, des mesures d'exceptions ont été prises :

- reporter les charges sociales et fiscales des petites et moyennes entreprises, soutenir ou reporter leurs échéances bancaires et mettre en place une garantie de l'État pour les prêts de ces entreprises. L'ensemble de ces mesures nécessite un investissement de 300 milliards d'euros
- déplaçonner les salaires en cas de chômage technique ou partiel. Cette disposition coûtera 35 milliards d'euros à l'État
- les factures d'eau, d'électricité et les loyers seront suspendues pour certaines entreprises

Ces mesures font l'objet d'une loi pour faire face à l'épidémie de Covid-19. Cette loi vise à :

- organiser le report du second tour des élections municipales
- instaurer un dispositif d'état d'urgence sanitaire. Cet état d'urgence sanitaire permet au Premier ministre de prendre par ordonnances les mesures générales limitant la liberté de se déplacer, la liberté d'entreprendre et la liberté de réunion. Il permet la réquisition des biens et services nécessaires à la gestion de la crise sanitaire
- prendre les mesures d'urgence économique et d'adaptation à la lutte contre l'épidémie
- la loi de finances rectificative suite aux annonces du Président de la République est disponible [ici](#).

Olivier Mariotte
Président de Nile
www.nile-consulting.eu

L'Italie demeure le pays européen le plus touché par le Covid-19

L'Italie a été le premier pays européen gravement touché par l'épidémie de Covid-19, avec des conséquences sanitaires et économiques sans précédent :

- bien que la majorité des cas se situent dans le nord du pays, les mesures d'endiguement ont été progressivement étendues à l'ensemble du pays
- les répercussions économiques sur les secteurs commercial et industriel ont été importantes, mais avoir empêché la fermeture totale des activités de production a garanti la continuité des services et des secteurs stratégiques pour le pays, tels que les secteurs pharmaceutique et agro-industriel
- le régime universel du Service national de santé italien (NHS - SSN) n'est pas remis en question, l'objectif principal est et restera de garantir à tous les soins nécessaires
- cependant, l'analyse transversale de la situation met en lumière une situation encore critique : le nombre de décès est encore trop élevé et le pic de contagion n'a pas été atteint (bien que la tendance s'inverse)
- le SSN est soumis à une forte pression :
 - des dizaines de médecins et de professionnels de la santé sont dépistés positifs au virus
 - les capacités de l'ensemble des services de réanimation ont été atteintes
 - il est difficile de se procurer le matériel et l'équipement pour traiter le nombre élevé de patients qui ont besoin de soins intensifs.

Sur le plan politique

- Le gouvernement a décidé d'intervenir progressivement, par la publication d'une série de décrets.

- À ces mesures nationales, s'ajoutent de nombreuses autres mesures plus restrictives prises par les régions.
- Pour renforcer le financement du SSN, des médecins, des infrastructures et des équipements, et pour soutenir également les entreprises et les travailleurs par des subventions publiques et des allocations de chômage, le décret "Cura Italia" ("Soigner l'Italie") a été approuvé par le gouvernement, avec une dépense totale d'environ 25 milliards d'euros.
- Le gouvernement travaille déjà à l'approbation d'un autre décret en avril (25 milliards d'euros supplémentaires), destiné à favoriser la croissance économique et les investissements.
- Des mesures supplémentaires sont envisagées pour améliorer la gestion de l'épidémie elle-même : extension des dépistages par écouvillonnage pour suivre numériquement les cas positifs.

Notre analyse critique

Il y aura des conséquences 'pour l'Italie :

- polarisation des inégalités versus renforcement de l'État-providence : cette crise pourra engendrer une solidarité accrue ou au contraire, augmenter les inégalités sociales
- renforcement versus affaiblissement du projet européen : l'opinion se déplacera vers ou contre les mouvements nationalistes et populistes. L'Europe a un rôle clé à jouer et si les actions et les mesures décidées par Bruxelles sont favorables - ou non - cela aura sûrement un effet négatif - ou positif - sur les discours anti-Union européenne
- le financement du SSN deviendra certainement une priorité de l'agenda politique actuel et futur. Il est désormais acquis que les réductions majeures de ces dernières années (révision des dépenses, blocage de l'emploi du personnel de santé et stratégies d'alignement du déficit) ont été la cause principale d'une grave urgence sanitaire, de dommages économiques non quantifiables et de nombreux décès évitables
- les compétences entre l'État et les régions seront redéfinies :
 - l'Italie peut être considérée comme ayant 21 SSN différents : depuis 2001, les prérogatives en matière de santé ont été déléguées aux régions et l'État a des fonctions essentielles, telles que la garantie des niveaux d'assistance sanitaire de base
 - la crise du Covid-19 va alimenter le débat entre la centralisation et la régionalisation des compétences
 - il existe déjà de nombreuses visions opposées concernant la gestion de cette crise
- le renforcement des soins de santé numériques : la nécessité de maintenir les mesures de distanciation sociale et d'éviter la surcharge des infrastructures de santé sera (et est déjà) un catalyseur pour les nouvelles technologies de santé dans un pays où la transition vers les soins de santé numériques était lente.

Licia Soncini
Directrice de NOMOS
www.nomoscsp.com

L'Espagne est le 4^e pays le plus infecté dans le monde, le 2^e en Europe

Dates clés et situation générale

- Le premier cas de Covid-19 en Espagne a été dépisté le 31 janvier. Depuis, le nombre de cas a augmenté de manière exponentielle pour atteindre 19 980 le 20 mars, ce qui représente une augmentation quotidienne de 3 000 infections depuis le 19 mars.

- Le nombre de décès est passé à 1 002 (dont 95,4 % ont plus de 60 ans). 1 585 patients dont le test est positif ont déjà reçu leur congé.
- La majorité des cas sont concentrés à Madrid et en Catalogne, les villes les plus peuplées d'Espagne. À Madrid, depuis le 18 mars, un décès est enregistré toutes les 16 minutes.
- 67,2 % des victimes qui meurent de la maladie ont plus de 80 ans, avec un taux de mortalité de 17,91 %, soit trois fois plus que la moyenne en Espagne, qui s'élève à 6 %.

Historique des mesures prises

- Le 3 mars, le premier décès imputable au SARS-Cov-2 est confirmé en Espagne.
- La première mesure appliquée a été la fermeture des centres éducatifs le 11 mars, dans les villes espagnoles où le nombre de cas est le plus élevé : les crèches, les écoles et les universités ont été fermées pour éviter une augmentation de l'infection.
- Le 14 mars, le gouvernement espagnol a déclaré l'état d'urgence, mettant en place des contrôles aux frontières terrestres afin de réduire la propagation du virus et obligeant l'ensemble de la population nationale à rester chez elle, excepté pour :
 - l'achat de denrées alimentaires, de produits pharmaceutiques et de produits de première nécessité
 - l'assistance aux centres, services et établissements liés de santé
 - les déplacements vers le lieu de travail si le télétravail n'est pas possible
 - l'assistance et les soins aux personnes âgées, aux mineurs, aux personnes à charge ou aux personnes handicapées
 - les déplacements vers les banques et les agents d'assurance
 - les cas de force majeure ou les situations de nécessité.
- Tous les établissements dédiés à l'hôtellerie et aux loisirs sont fermés, sauf pour la livraison de denrées alimentaires.
- Le conseil des ministres a approuvé un plan exceptionnel économique et social afin de faire face à la crise qui s'élèvera à 200 milliards d'euros. Les 10 mesures économiques comprennent :
 - un moratoire hypothécaire en cas de besoin découlant de la crise du Covid-19
 - un moratoire sur le paiement des fournitures de base pour les groupes vulnérables
 - les soins aux personnes âgées et aux personnes dépendantes
 - l'autorisation de l'ERTE (dossiers de réglementation du travail temporaire) pour cause de force majeure.

Analyse de la situation

- La prévalence des cas positifs au Sars-Cov-2 dans la population espagnole est de 59,54 cas pour 100 000 habitants, tandis que le nombre de personnes guéries de la maladie s'élève à 9 %. Toutefois, ces chiffres ne sont pas entièrement fiables car les tests ne sont pas systématiques.
- Jusqu'à présent, Madrid est la zone la plus touchée du pays. Le test n'est réalisé que dans les cas les plus graves ou présentant des problèmes respiratoires. Il est recommandé aux cas légers présentant de la fièvre et/ou une toux de s'isoler autant que possible pendant 14 jours.
- Pour cette raison, la prévalence en Espagne est relative, car certaines personnes sont porteuses asymptomatiques du virus. Les experts estiment qu'il est impossible de connaître le nombre de cas à Madrid, qui atteindrait de toute façon au moins des dizaines de milliers.
- Plus de 1 700 personnes ont été admises en services de réanimation et certains hôpitaux déclarent fonctionner au double de leur capacité.
- Les infirmières et les médecins déclarent qu'ils doivent choisir qui ventiler en fonction des chances de survivre, de l'état de santé et de l'âge.
- En raison de la saturation des services de réanimation, d'autres hôpitaux commencent à traiter les patients présentant des symptômes légers avant qu'ils ne s'aggravent, en particulier les patients de plus de 60 ans.

- En Espagne, des essais cliniques testant des médicaments approuvés pour d'autres traitements sont en cours :
 - l'hydroxychloroquine (pour traiter le paludisme et la polyarthrite rhumatoïde)
 - la combinaison antivirale lopinavir et ritonavir (pour contenir le VIH)
 - l'interféron bêta (pour la sclérose en plaques)
 - le tocilizumab (un anticorps monoclonal administré par voie intraveineuse pour la polyarthrite rhumatoïde).
- De plus en plus de cas positifs commencent à apparaître dans les maisons de retraite et le nombre de décès augmente, et ce malgré l'interdiction des visites.
- L'Espagne, avec Singapour et le Japon, a l'espérance de vie en bonne santé la plus longue du monde, de sorte que la population des plus de 65 ans représente un pourcentage élevé de la population totale (19,1 % en 2018).
- Il a été confirmé que de nombreux membres du personnel médical ne disposent pas des équipements de protection recommandés car les hôpitaux se trouvent en situation de pénurie, alors que le système de santé publique espagnol est l'un des meilleurs au monde, selon l'OMS.
- Dans l'un des principaux hôpitaux publics de Madrid (référence nationale), la moitié des professionnels de santé (52 %) testés la semaine dernière se sont révélés positifs au Sars-Cov-2, un chiffre qui a doublé par rapport à la semaine précédente (26 %).

Didier Lagae
Fondateur et Président Directeur Général de MARCO
www.marco.agency

L'Allemagne se prépare à une intensification de l'épidémie

La situation sanitaire et sociale

- L'Allemagne entre en phase de croissance exponentielle avec des cas qui doublent tous les 2 à 3 jours.
- Toutefois, les capacités de test étant limitées, le nombre de cas réel n'est pas connu.
- Selon des estimations fiables, le nombre de personnes positives aux tests se situe actuellement entre 200 000 et 500 000.
- Le nombre de morts est encore très faible, mais une augmentation est attendue.
- Le système de santé se prépare à la forte augmentation du nombre de personnes gravement malades.
- Les opérations chirurgicales facultatives sont reportées. Les capacités des unités de soins intensifs sont augmentées et il est prévu de les augmenter encore.
- Le système fédéral, avec ses 16 *länder*, conduit à une approche très hétérogène. Certains *länder*, par exemple la Bavière et la Sarre, ont déjà décrété un couvre-feu, tandis que d'autres sont encore réticents. Cependant, un couvre-feu national devrait être décrété au plus tard au début de la semaine prochaine. Une réforme substantielle du système politique fédéral pourrait figurer à l'ordre du jour de l'après-crise.
- La réserve sanitaire est mobilisée, les volontaires sont invités à se présenter soit aux hôpitaux, soit à l'armée et à se préparer à une mission d'urgence.
- Les plus grandes préoccupations à l'heure actuelle est le manque de logistique et la pénurie de matériel de protection (masques, désinfectant, blouses et équipements de protection) ainsi que de ventilateurs. Cela est dû aux importants retards dans les transports transfrontaliers ainsi qu'aux faibles stocks en amont de la crise.

- Avec la crise, les failles du système de santé allemand deviennent apparentes, notamment les mesures brutales de maîtrise des coûts de la dernière décennie qui ont conduit à un secteur hospitalier dramatiquement sous-financé, avec une infrastructure fragile et des services en sous-effectif.
- Les procédures de réglementation et d'accès au marché des produits de santé se déroulent normalement. Le seul impact notable concerne les négociations et les auditions avec l'autorité d'évaluation des technologies de l'information (G-BA) et l'organisation gestionnaire des assurances maladie légales allemandes (GKV-SV), qui se déroulent par voie numérique et non plus physiquement.
- La société allemande semble encore assez stable, mais on craint que le niveau d'agression n'augmente avec le temps.

La situation économique

- L'économie allemande est en train de plonger dans une profonde récession. Selon les estimations des principaux instituts de recherche en économie, la croissance est négative à hauteur de 6 à 8 %. Les effets seront considérables, notamment sur le marché de l'emploi.
- Le DAX a déjà perdu plus de 40 % en une semaine.
- L'industrie automobile déjà en difficulté (Mercedes, Volkswagen, BMW) a arrêté sa production pendant au moins trois semaines. Lufthansa a annulé 95 % de ses vols.
- Certaines grandes entreprises seront vraisemblablement au moins partiellement nationalisées.

Sur le volet politique

- La crise stabilise la coalition gouvernementale des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates.
- Les Verts ont quitté la scène politique ; personne ne parle plus de la crise climatique et énergétique.
- Les clivages politiques de gauche et de droite ont également disparu.
- Avec la fermeture des frontières, le problème des réfugiés semble ne plus être un sujet de discussion politique.
- Le Premier ministre bavarois Markus Söder (CSU) se distingue par sa personnalité et sa détermination à gérer les crises. Cela pourrait le favoriser dans la course à la succession d'Angela Merkel comme chancelier.

Matthias P. Schönermark
 Directeur Manager de SKC Beratungsgesellschaft mbH
www.skc-beratung.de

Malte ferme ses frontières

Les principales mesures adoptées par le gouvernement maltais

- Des interdictions progressives de vols à l'arrivée ont été établies, d'abord en provenance d'Italie, puis d'Espagne, de France, d'Allemagne et de Suisse. Depuis le 21 mars, tous les vols à l'arrivée à Malte sont interdits jusqu'à nouvel ordre.
- Les terminaux des ferries sont fermés.
- Quarantaine obligatoire pour tous les passagers arrivant à Malte, avec des amendes de 3 000 euros pour ceux qui ne la respectent pas. Certaines amendes ont déjà été infligées.
- Les écoles et les établissements d'enseignement supérieur sont fermés jusqu'au 17 avril, avec la possibilité de prolonger la mesure.

Les principales mesures adoptées par le gouvernement maltais

- Des interdictions progressives de vols à l'arrivée ont été établies, d'abord en provenance d'Italie, puis d'Espagne, de France, d'Allemagne et de Suisse. Depuis le 21 mars, tous les vols à l'arrivée à Malte sont interdits jusqu'à nouvel ordre.
- Les terminaux des ferries sont fermés.
- Quarantaine obligatoire pour tous les passagers arrivant à Malte, avec des amendes de 3 000 euros pour ceux qui ne la respectent pas. Certaines amendes ont déjà été infligées.
- Les écoles et les établissements d'enseignement supérieur sont fermés jusqu'au 17 avril, avec la possibilité de prolonger la mesure.
- Les bars, gymnases et restaurants doivent rester fermés jusqu'à nouvel ordre, avec des amendes de 3 000 euros pour ceux qui ne le respectent pas. 1 850 inspections ont été effectuées jusqu'à présent.
- Un plan de 1,8 milliard d'euros pour aider les entreprises en difficulté a été dévoilé par le gouvernement mercredi 18 avril. Les informations officielles sur ces mesures sont disponibles [ici](#).
- L'autorité maltaise des migrations a cessé de délivrer des visas aux ressortissants de pays tiers, à l'exception des professionnels de santé et des membres de la famille de l'Union Européenne.

Ce à quoi il faut s'attendre

- De nombreuses sources confirment une possible mesure de verrouillage total imposée par le gouvernement dans les prochains jours.
- L'impact de la crise sur l'économie maltaise sera difficile à surmonter, car les entreprises du secteur de l'hôtellerie et de la restauration prévoient un scénario de ventes quasi nul au cours des prochains mois.
- Les autorités parviennent toujours à maintenir la courbe des cas aussi plate que possible et le système de santé est toujours en mesure de faire face aux flux pour l'instant.
- Les mesures ont été efficaces jusqu'à présent, mais comme des cas d'origine inconnue apparaissent à Malte, il est maintenant difficile de prévoir l'évolution de la courbe. Les deux semaines suivantes seront cruciales.
- Le taux de chômage va probablement croître, car d'autres secteurs importants de l'économie maltaise liés au tourisme, tels que l'enseignement de l'anglais et la construction, commencent à licencier du personnel.

Le gouvernement maltais communique quotidiennement avec la population, par l'intermédiaire de la directrice de la santé publique, Charmaine Gauci, qui a prouvé son efficacité dans la gestion de la crise, grâce à son attitude calme et son sens du contrôle. En outre, la direction de Chris Fearne, ministre de la santé de Malte, s'est avérée un atout important pour le gouvernement, car il jouit d'une solide réputation auprès des parties prenantes et de l'opinion publique.

Le système de santé maltais n'a pas encore été mis à l'épreuve, car le pays n'a pas connu de pic de cas graves et dispose encore de marges de manœuvre pour gérer efficacement la situation.

Joaquin Pinto Ferrand
Directeur Général de CAPS Solutions
www.caps-solutions.com

Le manque de personnel inquiète l'Autriche

- Le nombre de personnes testées positivement double tous les 3 jours.
- Le nombre de personnes testées positivement augmente de 26,2 % chaque jour.
- En moyenne, une personne testée positivement infecte 1,6 personne supplémentaire.

Des règlements, adoptés le 16 mars, resteront en vigueur au moins jusqu'au 13 avril avec des prolongations possibles

- Les événements et les rassemblements sont interdits.
- Les universités sont fermées. Les écoles et les crèches sont généralement fermées, les cours n'ont pas lieu, bien que les personnes qui n'ont pas d'autre possibilité puissent toujours y faire garder leurs enfants.
- Interdiction de visite dans tous les hôpitaux et maisons de retraite afin de protéger les patients, les résidents et le personnel. Il existe quelques exceptions pour les enfants et les mères de nouveau-nés et pour les soins palliatifs.
- Tous les restaurants, commerces de vente au détail et lieux de divertissement doivent rester fermés, à l'exception des pharmacies, des commerces alimentaires, des services de livraison de nourriture, des stations-essence, des banques et des bureaux de poste.
- Les propriétaires de magasins qui ne respectent pas l'interdiction sont passibles de lourdes sanctions financières pouvant aller jusqu'à 30 000 euros, la police vérifiant le respect de cette interdiction.
- Dans la mesure du possible, il est fortement recommandé de recourir au télétravail.
- L'ensemble de la province du Tyrol est en quarantaine, de même que plusieurs districts des provinces voisines.

En conséquence de la quasi-fermeture du pays, environ 100 000 personnes ont déjà perdu leur emploi au cours de cette première semaine. Le gouvernement a annoncé de multiples et massives mesures de soutien à l'économie avec des obstacles administratifs minimes pour aider rapidement les entreprises.

Notre point de vue sur la situation autrichienne

- La communication autour de la crise :
 - le gouvernement autrichien fait preuve d'excellentes compétences en matière de communication
 - dans un "équilibre de peur et de confiance" (citation du chancelier Kurz à l'intention des journalistes), ils ont réussi à faire comprendre la gravité de la situation et toutes ses implications sans créer de panique ni de réticence face aux restrictions publiques.
- Au-delà de la communication, des lacunes structurelles apparaissent :
 - le manque général de médecins et de personnel infirmier dans les hôpitaux autrichiens s'ajoute à une mise en œuvre beaucoup trop lente des mesures visant à protéger les personnes travaillant dans les hôpitaux contre le virus (manque crucial d'équipement de protection)
 - nous risquons de nous retrouver dans une situation où nous avons suffisamment de lits d'hôpitaux mais pas suffisamment de médecins et de personnel infirmier pour traiter les patients.
- Si l'Autriche est globalement sur la bonne voie pour faire face à la crise, le Tyrol est la triste exception :
 - toutes les mesures ont été prises beaucoup trop tard et sans coordination ni contrôle (par exemple, les touristes se sont vus dire par les autorités de rentrer dans leur pays d'origine, mais aucune aide ni aucun conseil n'ont été proposés)
 - ce manque d'organisation a entraîné la quarantaine totale que nous connaissons aujourd'hui pour toute la province et les districts des provinces voisines et le taux d'infection le plus élevé de toute l'Autriche.



The Health Link est un réseau d'experts en politiques de santé et en communication travaillant en Europe et au-delà. Les défis en matière de santé ne sont pas limités par les frontières. Par conséquent, nos clients sont souvent confrontés à des problèmes similaires dans différents pays. The Health Link crée des solutions intelligentes et sur mesure pour aider ses clients à adopter une approche cohérente et adaptées aux contextes nationaux.

Nos objectifs :

- apporter des changements concrets dans les prises en charge des patients
- jouer un rôle en faveur d'une "Europe de la santé" dans laquelle les citoyens sont protégés contre les maladies infectieuses, quel que soit leur lieu de résidence, où les professionnels de la santé reçoivent un enseignement et une formation de la plus haute qualité, où la pénurie de personnel de santé est un problème du passé et où les soins de santé sont accessibles de manière égale à tous les Européens.

